

Présents : 15, Visio : 4, excusés : 7

Depuis le dernier conseil départemental, deux grands moments sont entrés dans l'Histoire.

Avec la panthéonisation des Manouchian le 21 février, la République a enfin rendu hommage à l'ensemble des résistants communistes de la main d'œuvre immigrée. Une plaque a également été installée en l'honneur de leurs 22 autres camarades FTP-MOI au Panthéon ainsi que de leur chef Joseph Epstein. Il s'agit de l'entrée symbolique de l'ensemble du groupe Manouchian dans le sanctuaire de la République. Il aura fallu attendre 80 ans pour que la résistance communiste soit reconnue. Cette reconnaissance vient se heurter au vote de la loi raciste et inhumaine Asile et Immigration même si une partie des articles a été retoquée par le conseil constitutionnel. Elle porte des valeurs bien opposées à celles dont les droites et leurs extrêmes font peser sur nos concitoyens étrangers, sur les migrants, sur l'universalité des droits.

Le 8 mars est désormais également un jour historique, celui du vote du Parlement pour l'entrée de la liberté de recourir à l'IVG dans la constitution française. Il suit celui favorable du Sénat du 28 février, malgré les propos du président Larcher. Les sénatrices et sénateurs communistes ont porté cette proposition de constitutionnalisation dès 2017. Car les remises en cause de droit dans plusieurs pays européens ainsi que la décision de la Cour Suprême des Etats-Unis d'annuler l'arrêt fédéral Roe vs Wade en juin 2022 a sonné comme une alerte mondiale.

Le libre choix de devenir mère ou non est un droit fondamental. La liberté des femmes à disposer de leur corps, de leur vie est aussi une question de santé publique : 47 000 femmes meurent chaque année dans le monde des suites d'un avortement clandestin.

Cette entrée dans la Constitution est un réel vecteur de protection de ce qui n'est pas seulement une liberté mais un droit. Mais un droit sans que l'on sanctuarise son accès reste fragile. Il suffit de constater que le nombre de centres IVG diminue au même rythme que le nombre de maternité de proximité. Il faut, face à la réticence de certains médecins, garder en mémoire les discussions au sein du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception à l'issue du vote de la loi Veil pour assurer l'accès à ce droit. La volonté pour certaines était de conserver leur capacité et leur compétence citoyenne à pratiquer l'avortement pour lever tout doute d'un retour en arrière. Le film « Annie Colère » retrace bien ce combat du MLAC et des mouvements féministes le constituant.

La paix est un des sujets principaux que porte notre liste aux élections européennes.

Les discours de Macron et sa volonté de porter une dynamique de guerre, après avoir fait voter un budget de programmation militaire sans précédent, font porter une menace grave sur un possible embrasement de la guerre en Ukraine. Si il y a une nécessité d'apporter une aide à l'Ukraine, cette aide ne peut s'accompagner d'accord qui aggrave le risque d'un embrasement et de l'entrée en guerre direct de notre pays contre le peuple russe. L'Accord de coopération en matière de sécurité entre la France et l'Ukraine signé le 16 février dernier entre Macron et Zelenski et validé, dans un simulacre de démocratie, par l'assemblée nationale est extrêmement grave. Notre groupe a voté contre à l'unanimité, le groupe FI a voté contre également alors que le PS et les Ecologistes ont voté pour. Cet accord vise à une coopération générale au renforcement de la sécurité de l'Ukraine. La France s'engage à fournir une assistance militaire et civile pour permettre à l'Ukraine de défendre sa souveraineté, son indépendance et son intégrité territoriale face à l'agression de la Fédération de Russie, de manière bilatérale par le biais d'accords, ainsi que par l'intermédiaire des institutions et organisations auxquelles elle est partie, à savoir l'Otan. L'accord stipule que les Participants travailleront ensemble à la mise en place d'une force durable capable de défendre l'Ukraine aujourd'hui et de dissuader l'agression russe à l'avenir, grâce à la fourniture continue d'une assistance en matière de sécurité et d'équipements militaires modernes dans les domaines terrestre, aérien, maritime, spatial et cybernétique, en accordant la priorité, sans s'y limiter, à la défense aérienne, à l'artillerie, à la capacité de frappe de longue portée, aux véhicules blindés, aux capacités de l'armée de l'air et à d'autres capacités essentielles. Cet accord qui ne fixe plus de limite et

participe à l'escalade guerrière se fait au détriment d'un retour à la table des négociations avec le cadre de chacun, négociations qui se tiendront forcément à un moment ou à un autre. Par ailleurs, les prêts et leurs taux accordés à l'Ukraine va l'asservir à l'UE et servir les intérêts des multinationales et des banques européennes. Or, aucun peuple ne peut se satisfaire à s'enraciner dans une guerre qui fera des centaines ou des millions de victimes. Le front stagne sur 900 km, c'est le moment de faire parler les diplomaties et de faire taire les armes.

La paix c'est aussi une exigence à Gaza, dans les territoires cisjordanien et à Jérusalem Est. Les massacres et la famine organisée sont intolérables, ils caractérisent le risque de génocide des gazaouis. Une délégation du parti s'est rendue en Palestine. Elle était composée de Fabien Roussel, Vincent Boulet, responsable du secteur international du PCF, Philippe Rio, président de la Coopérative des élu·es et Charlotte Blandiot-Faride, présidente de l'Association pour le jumelage entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises (AJPF). Elle est allée à Jérusalem, Tel-Aviv, à Ramallah, à Bethléem et dans les camps d'Aida et Jalazone, en Cisjordanie. Elle a pu rencontrer le Premier ministre de l'Autorité palestinienne. C'est la première délégation politique à s'être rendue sur place, en Israël et en Palestine, depuis le 7 octobre. Cette délégation s'est entretenue avec toutes les forces pacifistes palestiniennes et israéliennes exigeant l'arrêt de la guerre et souhaitant retrouver le chemin de la construction d'un état palestinien souverain et pacifiste au coté d'Israël. Je vous renvoie à l'article de l'Huma de la semaine dernière.

Comme vous le savez, la situation est gravissime :

- dans l'impunité internationale, le gouvernement fasciste de Netanyahu commet des massacres de masse, veut effacer la question palestinienne, accélérer une épuration ethnique de Gaza et de la Cisjordanie.
- le risque de génocide, qu'a à juste titre pointé la Cour internationale de justice, grandit par l'action de l'armée israélienne, enfermant les Palestiniens dans le sud de Gaza, les bombardant, les affamant avec désormais une progression d'épidémies qui alourdira le bilan meurtrier.
- la confrontation des projets totalitaires de Netanyahu et du Hamas grandit et mène les deux peuples dans l'horreur de la guerre et l'impasse politique.
- Après avoir dénoncé les actes terroristes du Hamas du 7 octobre, le parti a appelé à participer à tous les rassemblements, manifestations et initiatives qui appellent à un cessez-le-feu, à lever le blocus exercé sur Gaza pour protéger le peuple palestinien et à retrouver le chemin du droit international pour une solution à deux états souverains et pacifistes sur les frontières de 1967. Cela n'a pas toujours été simple du fait de l'utilisation de mots d'ordre ou de discours essentialistes par certains et de frilosités chez d'autres tant au niveau national que local.

Par exemple, 80 étudiant.e.s de l'Institut des Etudes Politiques de Fontainebleau réuni.e.s en assemblée générale le 28 février appellent à manifester le jeudi 21 mars prochain à Fontainebleau (18h) pour un cessez-le-feu immédiat et permanent dans lequel sont ajoutés l'islamophobie, terme que l'on ne partage pas, le respect de l'intégralité territoriale palestinienne qui demande explication, et d'autres éléments que l'on partage comme la libération de otages et celles des prisonniers politiques palestiniens.

A la suite de ce déplacement en Palestine, le CEN propose les axes d'intervention suivants :

- ◦ Porter fortement la condamnation de la politique de Netanyahu qui fait grandir le risque de génocide.
- ◦ Aider à faire grandir les contradictions au sein de la société israélienne dont une partie prend conscience du besoin de solution politique ; notre travail avec nos camarades du PC israélien, qui travaille à une coalition de paix en Israël sur les mêmes bases que nous et dans la perspective d'une solution à deux États, est de ce point de vue un atout.
- ◦ Interpeller le pouvoir français sur l'urgence d'une reconnaissance par la France de l'État de Palestine, ainsi que sur l'exigence à porter en direction de l'UE en faveur de sanctions contre le gouvernement israélien tant qu'il bafouera le droit international.
- ◦ Affirmer le besoin de financement de l'UNRWA, la libération des otages, la libération de Marwan Barghouti, la dénonciation des viols comme arme de guerre de la part de soldats du Hamas comme de soldats de l'armée israélienne.

En France , le gouvernement renforce sa rigueur budgétaire de 20 milliards d'euros pour moitié sur le dos des services publics, des fonctionnaires et donc des usagers, au détriment de politiques sociales et environnementales qu'il faudrait au contraire renforcer pour retrouver véritablement de l'emploi, du pouvoir d'achat et les objectifs de neutralité carbone en 2050. Cela se fait dans un contexte où l'argent coule à flot pour les dirigeants des 500 plus grandes fortunes de France dont les valeurs boursières ont dépassé celles du PIB l'an dernier. La loi Egalim version 1, 2 et 3 avant d'avoir la 4ième a pu révéler les disproportions des marges réalisées entre producteurs, transformateurs et distributeurs qu'ils font supporter au final aux consommateurs. La France se smicardise, le travail paie de moins en moins, les services publics reculent au même rythme que leur déshumanisation, les tarifs de l'énergie, électricité, gaz, de l'alimentation continuent d'augmenter, l'intégration des logements intermédiaires dans le décompte des logements dits sociaux, la pénurie de construction de logements avec l'augmentation des taux fragilisent les parcours résidentiels et détruisent la mixité sociale. Ce gouvernement plonge un peu plus les populations dans la peur et un avenir incertain.

Toutes ces questions internationales et françaises nous renvoient aux élections européennes.

Les communistes à jour de leur cotisation se sont exprimés ce week-end sur la proposition de liste conduite par Léon Deffontaines. Au niveau national, 23 375 adhérent·es ont pris part au vote. 23 197 se sont exprimés. Ils ont approuvé à 92,79 %, la proposition d'une liste de large rassemblement composée, aux côtés des candidatures du PCF, de représentant·es de trois autres forces de gauche (Gauche républicaine et socialistes, l'Engagement - parti fondé par Arnaud Montebourg et Les radicaux de gauche) et de nombreux·ses militant·es syndicaux·ales engagé·es dans des luttes sociales, uni·es pour le monde du travail. 3,02 % ont voté contre et 4,19 % se sont abstenus·es. En seine-et-marne, 58,46% des 609 cotisants ont voté. 337 pour soit 94,66%, 12 contre soit 3,37% et 7 abstentions soit 1,97%. Ce vote valide la proposition de liste. C'est un vote massif des communistes qui engage une nouvelle étape de notre campagne européenne pour faire élire le 9 juin prochain le plus grand nombre possible de député·es de notre liste au Parlement européen. Ce rassemblement de citoyens et citoyennes engagé·es, de républicain·es, d'acteur·rices du mouvement social, de quatre partis de gauche, a encore vocation à s'élargir à tous celles et ceux qui, à gauche, partagent notre ambition pour reprendre la main sur l'avenir de la France et de l'Europe. Il faut rappeler que cette élection n'a qu'un seul tour, il n'y aura pas de second tour ni de fusion. Le prochain conseil national du 23 mars nous présentera le programme partagé. Il sera la déclinaison des orientations qui nous avaient été indiquées lors de la conférence européenne en octobre dernier. Le premier débat télévisé va se tenir sur la chaîne public sénat avec 8 têtes de liste dont Léon jeudi à 17h. Toutes les forces politiques sont entrées en campagne, PS , Verts et Macronistes proposent un renforcement de l'intégration européenne avec un dosage plus ou moins social et environnemental selon les listes. Aucune d'entre elles ne tiennent des positions pacifistes sur la guerre en Ukraine. L'extrême droite surfent sur les questions sécuritaires et migratoires sans apporter de réponses capables de réduire les inégalités sociales et environnementales. Une série d'arguments est partagée par le collectif national sur plusieurs thématiques. Ils vont nous servir pour préparer le tract de riposte au RN début avril. Le RN vote toutes les lois qui renforcent ces inégalités et déconstruisent les solidarités parmi lesquelles la sécurité sociale. Le RN renforce sa stratégie de dédramatisation avec entre autre sa participation à la panthéonisation des Manouchians et de conquête en visant l'électorat de la droite classique des années 90. Cela se caractérise avec la refondation du parti historiquement associé à Jacques Chirac, le RPR en rachetant son nom et logo. C'est Franck Allisio, ancien responsable des Jeunes actifs chez les Républicains, qui avait rallié le Front national en 2015 qui en est à l'origine. La Seine-et-Marne fait partie des départements laboratoire pour le RN pour se lancer dans les municipales de 2026. Plusieurs anciens élus seine-et-marnais de droite se lancent dans cette dynamique de conquête de villes pour le RN en vue de s'assurer la réélection de Durox aux sénatoriales et de préparer au mieux l'élection présidentielle de 2027. Dans le planning de la stratégie des municipales de 2026, nous sommes à l'étape de prises de contacts et de prises d'initiatives dans toutes les communes où nous avons des communistes et des sympathisants. Cela doit participer à notre renforcement.

Par ailleurs, j'ai eu un retour à ma demande d'avoir une date de meeting en Seine-et-Marne avec Léon Deffontaines. Malheureusement, Léon n'a plus de disponibilité en Ile de France. J'attends un retour pour avoir la disponibilité de candidate éligible pour une réunion publique fin avril, début mai.

Vous avez un modèle d'appel à voter avec 5 thèmes de propositions et nous allons commencer à recueillir les premiers noms du comité de soutien à la liste de rassemblement conduite par Léon avec son ou sa présidente.

Un point sur les commissions : interventions des responsables

Commission santé : réunion préparatoire sur la création des centres de santé, question écrite de Marianne sur les zones d'intervention prioritaire, préparation d'une conférence départementale sur la santé le samedi 15 juin, initiative locale de la section de Chelles sur la santé le 24 avril

commission formation formation du 30 mars : 17 inscrits

renforcement 79 adhésions en 2023 dont 3 sont mal renseignées dans sociel proposition d'un objectif de 102 pour 2024

finances souscription pour les européennes : 3725€ pour un objectif de 40000€ pour autofinancer la souscription de 15000€ et le prêt de 10000€ la campagne électorale. - augmentation des indemnités d'élus sur la section de Mitry due au maintien des indemnités de Marianne versées à la FD bien qu'elle verse également au national depuis son élection au Sénat, l'augmentation des indemnités de Franck Sureau en lien avec sa nouvelle délégation en mairie liée à l'élection de Marianne et aux versements d'indemnités de Nathalie Moine remplaçante de Marianne au Conseil départemental de Seine-et-Marne.

Un point d'organisation a été envoyé aux responsables de section après le dernier conseil départemental : le rappel détaillé ci-dessous

Européennes:

- les nouvelles affiches sont arrivées à la fédération
- proposition pour la souscription d'ici le 1er juin en lien avec Rémi Fourche
- organisation du vote les 8, 9 et 10 mars sur la l'agencement de la liste de la gauche rassemblée avec Léon Deffontaines comme de liste, avec le PCF, GRS, L'Engagement, des acteurs syndicalistes du mouvement social, des personnalités de la création. La liste qui nous sera proposée ne sera pas forcément complète avec l'ensemble des noms. Il risque d'en manquer quelques uns. Comme toute liste (comme les municipales), elle ne pourra être considérée comme complète et définitive le jour du dépôt. Les votants sont les camarades à jour de leur cotisation.
- désignation d'un référent par section pour la campagne.

son rôle est d'animer la campagne localement :

- de s'assurer de la maîtrise du programme, du calendrier des thématiques hebdomadaires à mettre en œuvre. Pour chaque thématique, du matériel nous sera envoyé,
- de s'assurer des obligations légales soumises à l'élection et aux comptes de campagne,
- de s'assurer de l'affichage sur les panneaux et de tenir un maximum de bureau de vote et de désigner un ou une délégué.e de liste
- d'atteindre les objectifs de souscription
- de créer des comités locaux de soutien à la liste pour au moins doubler le nombre de voix de 2019

Orga des sections:

- renseigner Sociel en lien avec Khadija Bertino
- établir un état des lieux de notre capacité militante
- établir les caractéristiques socio-économiques du territoire de la section
- regarder les lieux propices, de convivialité pour renforcer le parti
- la campagne sur le pouvoir d'achat et la vérité sur les salaires se poursuit
- formation du 30 mars . inscrire un maximum de camarades

compte-tenu du nombre d'ateliers, cette formation se tiendra à la fédération.

- relance d'une JC au niveau départemental : Alexandre Valente
- collectif riposte au RN en lien avec Karine Jarry : préparation d'un tract RN/UE/France
- Panthéonisation des Manouchian
 - une exposition sur le réseau Manouchian et les FTP-MOI est visible à la fédération
 - tenir des initiatives locales en lien avec la résistance étrangère ou sur les rues portant leurs noms. La section de Torcy a déposé une gerbe allée Manouchian à Torcy et de nombreux camarades sont allés aux initiatives organisées par la direction nationale.

Je vous remercie